

Rumeli et Anadolu Hisar

Jean-Marie Demaldent

Les idées simplistes sur la Turquie sont monnaie courante en Europe. Les coups d'Etat militaires répétés (1960, 1971, 1980) dans ce pays qui possède la deuxième armée de l'Otan, la sinistre réputation des prisons de Diyarbakir, l'occupation armée du Nord de Chypre, la non-reconnaissance du génocide arménien se combinent, dans l'imaginaire, avec "Midnight express", le cinéma de Yilmaz Güney, le souvenir du "Massacre de Chio" énoncé à l'école et l'horreur des "bachi-bouzouks" ravivée par les injures du capitaine Haddock.

Mustafa Kemal a clairement assigné à la République turque la tâche de participer à la "civilisation la plus avancée", y compris sur les plans politiques et culturel. Il pensait que la "civilisation" est universelle et que l'Occident en était le porteur le plus avancé. La Turquie devait y participer en tant qu'Etat-Nation territorialisé en Thrace et en Anatolie, parmi les nations et à l'exclusion explicite de tout rêve impérial (ottoman, panislamique ou panturc).

Participer à la civilisation occidentale, à sa modernité politique laïque, à ses alliances (Otan), prétendre adhérer au Marché commun (auquel la Turquie est associée à cette fin depuis 1963), toutes ces prétentions de la Turquie n'ont rien pour séduire le tiers-monde ni ses voisins arabes (qui attribuent largement leur déclin à l'ancienne domination ottomane). Mais elles ne séduisent pas forcément toutes de la même façon l'Europe.

La perspective de l'intégration des ex-pays de l'Est et Sud-Est qui s'annonce très difficile suscite plus que jamais la tentation de repousser la Turquie en Asie. Pas question de compromettre la fragile idée

européenne dans le flou lumineux de fumées et de poussières qui voile les ondulations orientales des coupoles gris nuage le long des collines inclinées vers les bords douteux de la Corne d'Or et les eaux brumeuses du Bosphore. Quitte à sacrifier Constantinople aux charmes envoûtants mais exotiques du cosmopolitisme "kitsch" d'Istanbul. D'ailleurs, imagine-t-on l'Europe encombrée de la Turquie si elle devait intervenir militairement pour tenter de régler les problèmes de l'implosion yougoslave en Bosnie ou au Kosovo ?

L'Europe apprécie la Turquie en tant que puissant bastion cuirassé de l'Otan aux frontières de l'Empire soviétique et contrôlant son accès aux mers chaudes, en tant que rempart contenant la marée islamiste aux frontières de l'Iran, en tant que pôle de stabilité dans la poudrière du Moyen-Orient. Elle apprécie la transformation des forteresses d'Anadolu Hisar (construite par Benyazid Yıldırım) et de Rumeli Hisar (Mehmed Fatih) qui avaient servi à la conquête ottomane en remparts défensifs avancés du monde occidental en Europe et au Moyen Orient.

On veut bien aider la Turquie en tant que forteresse, d'autant plus que c'est aussi une bonne affaire (pas seulement pour les marchands d'armes ; la Turquie compte 55 millions d'habitants). L'Europe a bien signé un contrat d'association avec la Turquie dans la perspective d'une future adhésion ; mais en rejetant celle-ci dans un avenir indéterminé. Malgré sa candidature très pressante à l'adhésion depuis 1987, bien des Européens préféreraient que la Turquie demeure un rempart extérieur. Même s'ils prêchent officiellement le contraire, concernant ce rempart extérieur, ils ne sont pas loin de penser qu'un régime relativement autoritaire serait plutôt naturel et rassurant, comme l'ont souvent pensé les Américains.

Même lorsque la Turquie rend des services éminents, on lui prête volontiers de noirs desseins. Pendant la guerre du Golfe, n'a-t-on pas évoqué ses anciennes visées sur le vilayet de Mossoul, alors qu'elle autorisait l'utilisation de ses bases sans participer elle-même à la guerre ? Les caméras des télévisions occidentales ne se complaisaient-elles pas plus qu'il n'était nécessaire à montrer la brutalité des soldats turcs dans la mêlée des réfugiés kurdes d'Irak à l'assaut des camions de nourriture ? Le commentaire ne s'offusquait-il pas un peu trop de la fermeture de la frontière turque alors qu'il vantait un droit d'ingérence qui permettrait d'éviter la formation durable de camps de réfugiés extérieurs ?

A l'heure de l'effondrement de l'Empire soviétique, comment la Turquie peut-elle représenter encore un rempart utile justifiant l'aide et la protection occidentales, l'entretien d'une puissance militaire considérable dont elle a besoin face au rival grec et lien entre son passé impérial et la République moderne qu'elle a contribué à créer et sur laquelle elle exerce une sorte de tutelle ? Est-elle condamnée à multiplier

les sacrifices, y compris à Chypre, pour tenter de rattraper son rival grec dans un marché commun de moins en moins intéressé par cette perspective ?

La démocratisation du régime turc sert-elle ou dessert-elle l'image de pôle de stabilité que la Turquie veut donner d'elle-même ? Peut-elle convaincre l'Europe ou la laisse-t-elle sceptique ? Le rempart laïc est-il encore ce qu'il était ? Comment peut-elle aborder son problème kurde de façon plus présentable aux yeux des Européens alors qu'on imagine mal comment pourrait sérieusement éclore une identité européenne au Kurdistan ?

La forteresse de l'Otan et du Pacte de Bagdad

Lénine et l'Internationale Communiste ont efficacement soutenu Mustafa Kemal, porteur à leurs yeux d'un archétype de "Révolution Nationale". Malgré son anticommunisme féroce, les bons rapports de la République kémaliste avec l'URSS étaient scellés par le Traité d'Amitié et de Neutralité de 1925. En remettant en cause ce traité et la Convention de Montreux sur les détroits, en exigeant une base dans les Dardanelles et les vilayets de Kars et d'Ardahan au nord-est arménien de l'Anatolie, Staline a à la fois ouvert la "guerre froide", suscité la "doctrine Truman" et renoué avec la politique des Tsars qui avaient porté les coups les plus durs à l'ancien Empire ottoman. Défendre ses droits nationaux, participer à la civilisation occidentale et à ses alliances, tous ces principes kémalistes convergeaient vers une même politique que la Turquie a défendu sans complexe et avec zèle.

Les Etats-Unis ont immédiatement apporté à la Turquie aide et protection. Néanmoins, la Turquie aura beaucoup de mal à adhérer à l'Otan. Français, Anglais et Scandinaves estimaient l'engagement trop risqué pour un pays n'appartenant pas à l'Atlantique Nord. L'engagement militaire important et héroïque de la Turquie en Corée n'a pas suffi à lever ces obstacles. Pour y parvenir, il faudra que la Turquie participe avec les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne au Pacte de Défense du Moyen Orient et à son projet de commandement intégré. Dès lors, la Turquie pourra adhérer à l'Otan et celle-ci déplacera son Commandement Sud de Naples à Izmir. En refusant de participer à ce Pacte, l'Egypte a accusé la Turquie de se comporter en valet ou "cheval de Troie" de l'impérialisme et de trahir l'Islam. Cette politique a coûté cher à l'image de la Turquie dans les pays anciennement colonisés. Les Etats arabes modérés n'étaient pas non plus disposés à l'égard des anciens dominateurs turcs devenus laïcs et qui avaient reconnu l'Etat d'Israël en 1949. A cela s'ajoutait un conflit particulier avec la Syrie

concernant le Hatay cédé à la Turquie par la France mandataire. La Turquie a persisté dans ce rôle en participant au Pacte de Baghdad (CENTO) qui sera un nouvel échec, d'autant plus frustrant que les Etats-Unis interdiront à la Turquie d'intervenir militairement en 1958, lors de la révolution en Irak, pour tenter de sauver Fayçal II. Les Américains ont néanmoins été autorisés à utiliser la base d'Inçirlik lors de leur intervention au Liban.

Contestation, surenchère et question chypriote

La discipline zélée de la Turquie au sein de l'Otan malgré les indélicatesses américaines (par exemple au cours de l'affaire de l'E2) a fini par se gêner à partir de 1962. Les Etats-Unis n'avaient plus autant besoin des bases turques pour les bombardiers du Strategic Air Command et les Jupiter depuis les sous-marins porteur de Polaris et les fusées intercontinentales. Ismet İnönü mesurera amèrement cette évolution en apprenant par voie de presse le retrait de Jupiter par les Américains en échange de celui des fusées soviétiques de Cuba. Une lettre brutale de L. Johnson interdisant l'usage d'armements de l'Otan par les Turcs à Chypre (après le bombardement de Paphos) en 1964 fera le reste. L'opinion turque se retournait, ce qui conduira jusqu'à la manifestation d'Izmir contre la VIème flotte et à la destruction de la voiture de l'ambassadeur Komer. Le gouvernement civil durcissait lui aussi son attitude jusqu'à interdire Istanbul à la VIème flotte, le passage des Détroits à un destroyer porteur de missiles et à ne pas autoriser les Etats-Unis à se servir des bases turques pour ravitailler Israël en 1967.

Dans ce durcissement, il y avait une grande part de surenchère. Pas seulement pour obtenir davantage de moyens pour faire face au danger soviétique ; mais aussi pour se renforcer dans la perspective du conflit turco-grec concernant Chypre. Ce conflit concerne aussi les questions du plateau continental et des eaux territoriales des îles grecques du Dodécannèse et du Nord de la mer Egée¹. Plus tard, Papandreou saura lui aussi jouer de la surenchère dans la même perspective (alors qu'il possède lui-même la nationalité américaine!), sans hésiter à flirter avec les pays du Moyen-Orient.

Cette politique a porté en partie ses fruits. Les Etats-Unis ont lâché les colonels grecs après qu'ils aient renversé Makarios lors des interventions armées turques de 1974 imposant la partition de fait de Chypre. Les colonels ne survivront pas à ce lâchage. Néanmoins, les Turcs seront soumis par les Etats-Unis à un embargo sur les armements

qui a encore accru la faiblesse d'une armée qui compte bien 800 000 hommes et quatre millions de réservistes mais qui n'est conçue que pour faire masse en attendant le sauveur américain (on dit que les avions sont plus vieux que leurs pilotes). La Turquie s'est tournée davantage vers l'Europe à laquelle elle est associée depuis 1963 ; elle a décripé considérablement ses rapports avec l'URSS², davantage recherché les échanges avec le tiers-monde, y compris le tiers monde arabe et essayer de jouer un rôle actif au sein de la Conférence islamique (1974).

Les retrouvailles avec les Etats-Unis

Les Américains ont mis fin à leurs sanctions et redécouvert les vertus du rempart turc après la révolution islamique iranienne et le coup d'Etat militaire de 1980. Néanmoins, malgré la modernisation promise de dix aérodromes, la Turquie a refusé aux Américains l'utilisation par leurs Forces d'Intervention Rapide (CENTCOM) des bases de Turquie en cas de menace dans le Golfe. Selon Türgüt Ozal, l'usage de celle-ci devait rester limité aux seuls objectifs assignés à l'Otan, et la Turquie restera neutre dans le conflit Irak-Iran.

Ce rappel explique les obstacles rencontrés par Türgüt Ozal pendant la guerre du Golfe y compris dans son propre gouvernement (les ministres des Affaires étrangères et la Défense) et dans son armée (le chef d'Etat Major). Déjà, il n'avait pas été simple d'appliquer avec zèle l'embargo dont la Turquie était l'un des principaux verrous. Les deux pipe-lines qui acheminaient le brut irakien rapportaient 400 millions de dollars et contribuaient à 60% des besoins pétroliers du pays. L'Irak était le second partenaire économique de la Turquie et absorbait le tiers de ses exportations. Mais la Turquie pouvait-elle s'en tenir là et refuser, comme à l'accoutumée l'utilisation de ses bases par les Américains ? Türgüt Ozal savait bien que la Turquie ne représente plus un intérêt stratégique vital face à une menace soviétique qui n'existe plus. Sur la scène proche-orientale, elle ne pouvait plus s'en tenir aux éventuelles retombées du conflit Est-Ouest pour démontrer son incontournable utilité, continuer ainsi à bénéficier d'aides et de protection, justifier sa puissance militaire et participer aux alliances du monde civilisé.

En même temps, Ozal espérait capitaliser les services rendus à l'affaire de sa candidature à la CEE³. Ozal fait d'ailleurs tout ce qu'il peut pour faire admettre la Turquie à l'UEO (où elle est invitée comme observateur) et s'insérer immédiatement dans un éventuel système européen de sécurité. Sur ce plan, elle est encore à égalité avec le rival grec, alors que celui-ci fait déjà partie du Marché commun et ne cesse

d'y prêcher contre l'adhésion turque.

Dans cette affaire, la Turquie pouvait encore prétendre rester fidèle à ses principes. Si la guerre du Golfe n'avait pas de rapport avec les objectifs de l'Otan, elle concernait la mise en œuvre de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. La Turquie ne risquait pas de compromettre ses rapports avec les pays arabes, sauf avec l'Irak, évidemment. Mais pouvait-elle se désintéresser de l'élimination d'un régime agressif panarabe, puissamment armé, en passe d'acquérir l'arme nucléaire, qui avait mis la main sur le pétrole koweïti ? Dès lors que la guerre était engagée, elle n'avait pas grand chose à préserver de ses rapports avec un pays qui, de toute façon, sortirait insolvable du conflit. Mieux valait être du côté du vainqueur ; sans pour autant combattre elle-même, diminuant ainsi les risques dans l'immédiat et ménageant un peu l'avenir. Personne d'ailleurs ne lui demandait de participer aux combats. Cette éventualité aurait risqué de faire basculer l'Iran du côté irakien. Il faudra même que Türgüt Ozal tempère ses propos initiaux concernant la riposte qu'il infligerait à l'Irak en cas d'attaque, en précisant que celle-ci serait "proportionnée" et sans doute "différée".

Néanmoins, la guerre du Golfe a été frustrante. La Turquie s'est tenue à l'écart de la conduite de la guerre comme de celle de la paix. Si le monde occidental compte jouer sur le poids que représente ces mastodontes peuplés de non-Arabes dans la région que sont l'Iran et la Turquie, il n'est pas question de les associer aux règlements des questions inter-arabes de Palestine. En même temps, le "nouvel ordre international" comme la politique d'adhésion à la CEE imposent à la Turquie d'accepter des négociations concernant Chypre et le respect des décisions de l'ONU. Sans que la Turquie ne dispose de la moindre garantie en retour concernant son adhésion à la CEE et la future défense européenne.

Stabilité et démocratisation

A la recherche de l'aide et de la protection américaines, la République autoritaire, laïque et moderniste, a renoncé à la forme du parti unique des élites, de la bureaucratie urbaine civile et militaire et accepté la compétition avec un parti issu de son opposition interne. A l'époque, on estimait qu'il s'agissait d'une réforme de façade concédée sous la pression extérieure, comme celle des Tanzimats impériaux avaient été concédées pour obtenir le soutien français et anglais face au rival musulman Mohamed Ali ou à l'ennemi tsariste et panslaviste. D'autant plus que le parti unique ne constitue pas un dogme kémaliste

et que Mustafa Kemal avait lui-même tenté plusieurs expériences de ce genre ; sans lendemain. De même que les Tanzimats avaient bouleversé l'Empire, ce pluralisme partisan limité a bouleversé la République. En 1950, c'est le Parti Démocrate d'opposition et des élites périphériques rurales qui l'a emporté. Le coup d'Etat militaire de 1960 n'a pas balayé le pluripartisme. Il a conduit au contraire à la Constitution ultra-démocratique de 1961. Celle-ci et les effets d'une urbanisation galopante ont permis de colorer le clientélisme des deux grands partis de polarisation gauche-droite et suscité l'éclosion d'autres familles politiques. Non sans problèmes. Le coup d'Etat militaire de 1971 n'a pas cassé cette dynamique mais l'a plutôt radicalisée. A l'heure de l'épuisement final du modèle étatiste et protectionniste de développement par substitution d'importation et à celle des chocs pétroliers durement ressentis, les drames de l'urbanisation galopante et la montée des luttes sociales ont dégénéré en affrontements meurtriers et terroristes entre extrémistes de droite et de gauche.

Le coup d'Etat militaire de 1980 n'est pas réductible au schéma qu'on imagine : une opération sécuritaire de la CIA débouchant normalement sur un régime militaire à la sud-américaine. En réalité, l'intervention de l'armée qui s'est toujours considérée comme le tuteur de la société civile et comme le gardien de la République qu'elle a créée, s'est fait attendre. Pouvait-on conserver longtemps une constitution ultra-démocratique et supporter en même temps plusieurs centaines de meurtres politiques ? La société turque sait gré aux militaires du retour à la sécurité malgré son prix très élevé. En même temps, elle a saisi l'occasion de la première élection législative pour donner la majorité au parti de la Mère-Patrie de Türgüt Ozal, le seul parti authentiquement civil autorisé à se présenter. Depuis, la vie partisane et démocratique a repris ses droits ; elle s'est même décentralisée ; des partis suscités par les militaires ont disparu au profit des anciennes familles et de l'ANAP d'Ozal. L'actuelle constitution comporte encore des séquelles du coup d'Etat. Elles seront probablement éliminées par la grande coalition dirigée par le vieux leader de l'ancien parti de centre droit, M. Demirel, qui devait résulter des élections d'octobre 1991. Après avoir perdu les municipales de 1989, Türgüt Ozal a été élu par sa majorité parlementaire ANAP à la présidence (à la fin du mandat du général Evren, plébiscité avec la Constitution de 1982). L'ANAP a été mise en minorité en octobre 1991, même s'il a réuni plus de 24% des voix et s'il est arrivé en tête dans les grandes villes : Istanbul, Ankara et les villes de la mer Noire.

Les Occidentaux n'avaient guère cru au virage en faveur du multipartisme. Après 1961, le feu vert américain en faveur des coups d'Etat militaire de 1971 et de 1980 indique clairement que les Etats-Unis s'accommoderaient volontiers d'un régime autoritaire dans le

rempart turc et qu'ils sont peu intéressés par un trop grand "luxe" démocratique inadapté à la société turque. Il ne faut pas prendre pour argent comptant les critiques sévères du Conseil de l'Europe et du Parlement européen concernant le régime et les atteintes aux droits de l'Homme qui ont beaucoup réjoui les Grecs. Les Occidentaux ne se satisfont pas vraiment d'élections selon un système d'Hondt conduisant à l'absence de majorité et qui fait figure de gadget aussi tapageur qu'incongru. Ils ne se réjouissent pas de la défaite d'Ozal dont la stature d'homme d'Etat était sortie renforcée de la guerre du Golfe. Ils jugeront sans doute sévère la grande coalition ; surtout si elle ne se contente pas de limiter les ambitions "présidentialistes" manifestes d'Ozal et cherche à imposer un amendement constitutionnel destiné à le chasser. Il est vrai que cette attitude ouvrirait une crise de régime inutile et déstabilisante, sans apporter la perspective d'une politique alternative indiscernable aujourd'hui, ni correspondre aux aspirations des électeurs. Elle ressemblerait à un règlement de comptes des anciennes familles politiques avec l'intrus apparu après 1980, alors que ses résultats démontrent qu'il représente une réalité politique de première grandeur dans la société turque.

Türgüt Ozal a liquidé l'essentiel du système étatiste et protectionniste de l'ancien modèle de développement. Son "miracle" libéral a su contrôler la dette et prendre le virage de l'extraversion, tout en réalisant d'impressionnants travaux d'infrastructure. Le monde occidental n'appréciera pas sa défaite due aux ravages d'une inflation de 70% par an qu'il n'a pas maîtrisé, mais que la grande coalition ne saurait qu'aggraver.

La laïcité est-elle encore ce qu'elle était ?

Si l'Occident goûte peu la démocratie turque qu'elle juge "kitsch" et déstabilisante, elle apprécie la laïcité imposée par Mustafa Kemal qui fait de la République un rempart laïc aux frontières de l'Iran, dans un Proche-Orient agité par l'islamisme et dans lequel on ne peut même plus compter sur le panarabisme à la Saddam Hussein.

Mais elle n'est plus tout à fait ce qu'elle était. La Constitution de 1982 prévoit l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles publiques et autorise l'enseignement privé ; les femmes peuvent à nouveau porter le fichu islamique dans la rue ; les mosquées se remplissent de fidèles fervents ; des directeurs ferment parfois la cantine de leur ministère pendant le Ramadan ; on vend au bazar des montres qui sonnent les heures de la prière et Türgüt Ozal serait de la Confrérie (interdite) Nakchibendi.

Malgré les proclamations laïques musclées du général Evren, l'intervention tutélaire de l'armée n'a rien changé. C'est même la Constitution de 1982 qui a imposé l'instruction religieuse et libéralisé l'enseignement. Le développement de la démocratie civile avait certes favorisé l'adoucissement de la laïcité kémaliste ; mais il n'était pas seul en cause ; l'investissement des villes par des millions de paysans déracinés ne peut rester sans effets.

On aurait pourtant tort d'imaginer que le péril de l'islamisme radical menace la République laïque. Et le journal "Le Monde" s'abuse en parlant d'une percée islamiste aux élections de 1991. Certes, le Parti de la Prospérité (islamiste) de M. Erbakan a réuni 17% des voix au lieu des 10% qu'il totalise habituellement ; mais c'est en s'alliant à une autre formation islamiste plus modeste et au parti d'extrême droite nationaliste du colonel Turkes qui représente traditionnellement 7% des voix. Au total, il n'y a aucune percée, alors que M. Erbakan espérait drainer des voix ANAP ébranlées par la rupture d'Ozal avec l'aile islamisante de son parti. En réalité, la République laïque n'est pas contestée, sauf très marginalement ; elle est même assez largement valorisée, y compris par les musulmans fervents.

Les montres "islamiques" sont plutôt le signe du dynamisme commercial d'un pays majoritairement musulman que celui d'une marée radicale. La laïcité doit se civiliser, se passer de la coercition, cesser d'imposer des uniformes et de réglementer la forme des barbes et des moustaches. C'est ce qui est en train de se jouer. Ainsi, serait-il peut-être possible de démontrer la compatibilité de l'Islam et de la sécularisation politique, notamment quand il s'agit de l'Islam "soufi", de l'Islam du "for intérieur". Même si le résultat est "kitsch", comme les montres "islamiques" ou les innombrables mosquées en béton construites sur le modèle du siècle d'or de Sinan.

Cette éventualité n'intéresse guère l'Occident. Il sait que ce modèle n'est pas exportable. Il doit trop à ce choix délibéré de l'occidentalisation affirmé en même temps que l'identité nationale après la défaite historique du panislamisme d'Abdül Hamid II. L'Occident serait plus rassuré par l'architecture carrée de remparts militaires que par les compromis kitsch d'une laïcité civilisée et démocratisée, surtout si elle a besoin pour s'ancrer d'une adhésion au Marché Commun que combat M. Erbakan.

La question kurde

Les suites tragiques de la guerre du Golfe et l'exode des réfugiés kurdes d'Irak ont braqué les projecteurs sur la question kurde. Il ne

pouvait en aller autrement puisque la majorité des Kurdes vit en Turquie. La question kurde combine toutes les contradictions de la République kémaliste. Il ne suffisait pas de renoncer à une vision impériale pour un Etat-Nation territorial turc en Thrace et en Anatolie, pour la bonne raison qu'une bonne partie de l'Anatolie est kurde.

La guerre de libération nationale menée par Kemal s'est largement appuyée initialement par les religieux kurdes contre les menaces arméniennes au Nord-Est de l'Anatolie, puis contre les Grecs de la côte égéenne⁴. Mais pour imposer finalement la République laïque turque où il était encore interdit de parler le kurde avant janvier 1991, Mustafa Kemal a impitoyablement réprimé les révoltes kurdes successives à la fois religieuses, linguistiques et traditionnelles. Ses successeurs ont été tout aussi intransigeants à l'égard de ceux qu'il faut appeler "Turcs de l'Est" ou "Turcs de la montagne" et de leur région interdite au tourisme jusqu'en 1965. L'une des réformes majeures de Kemal concernait la langue (et pas seulement l'alphabet). Il a imposé le turc à la place de l'ottoman, la langue de l'Administration et la langue littéraire (mélange de 40% de turc et de 60% d'arabo-persan).

En même temps, la République interdit toute discrimination ; des millions de Kurdes assimilés peuvent en témoigner et certains d'entre eux réussir. Il est de bon ton pour un leader de laisser entendre qu'il est "à moitié kurde". La modernisation et l'émigration ont changé les données. Il existe des mouvements nationalistes kurdes à l'étranger et au Kurdistan qui s'efforcent de se distinguer des "agas" kurdes traditionnels. Une guérilla impitoyable est menée par le PKK au Kurdistan contre une guerre de pacification et son cortège inévitable d'horreurs qui suscitent périodiquement des manifestations de masse kurdes en faveur des martyrs. Mais ce mouvement lui-même est atteint de contradictions aussi graves. Il se développe à partir de bases irakiennes en plein exode des Kurdes d'Irak et s'entraînerait dans la Bekaa.

Türgüt Ozal a sérieusement pris en main la valorisation du Kurdistan en réalisant un immense programme hydraulique sur l'Euphrate.

Après la guerre du Golfe, il a su utiliser la situation pour éviter une nouvelle migration massive de réfugiés kurdes d'Irak, en favorisant l'ingérence en Irak au nom de l'ONU. En même temps, il a amnistié d'un coup des milliers de prisonniers politiques, notamment kurdes, et levé l'interdiction de l'usage de la langue kurde. On est cependant très loin du compte et, par exemple, du droit d'apprendre le kurde à l'école, de médias kurdes (y compris audiovisuels) et d'une autonomie régionale parfaitement incompatible avec le jacobinisme kémaliste. Néanmoins, la question kurde n'est plus tabou. En même temps, la répression armée du PKK est plus systématique et on voit mal comment elle pourrait être propre ni comment la société internationale

pourrait s'accommoder longtemps des bombardements turcs en Irak. Les provocations sont toujours à craindre ; comme l'assassinat, en juillet 1991, d'un leader du Parti des Travailleurs du Peuple, c'est à dire de sociaux- démocrates kurdes exclus (mais parrainés aux élections de 1991!) et populaires. Cet assassinat a suscité en réaction une manifestation de masse, elle-même durement réprimée.

Cette politique d'assimilation un peu libéralisée et assouplie est certainement aussi un prix à payer dans la perspective de la candidature européenne de la Turquie. Mais on peut se demander si l'adhésion européenne n'aggraverait pas la question kurde dans la mesure où l'identification européenne des Kurdes musulmans des régions sous-développées du sud-est est, de toute évidence, un songe creux. D'un autre côté, si la porte européenne reste désespérément fermée, il est à craindre que la Turquie laïque et sa démocratie "kitsch" évoluent dangereusement et que la Turquie finisse par s'intéresser à ses voisins azeris et aux autres peuples turcophones de l'URSS, par exemple. Il ne faudrait pas que la chute des murs et l'intégration de l'Est fassent tout disparaître du rêve saint-simonien de " la Méditerranée lit nuptial de l'union de l'Orient et de l'Occident " (Michel Chevalier) qui n'implique pas nécessairement la fusion, mais une grande politique où la Turquie, aurait, par définition, un grand rôle à jouer. Un autre rôle que celui de forteresse.

Jean-Marie Demaldent est maître de conférences à l'Université Paris X.

Notes :

1 Concernant le plateau continental et les eaux territoriales, la position de la Grèce est forte sur le plan du droit international. La Turquie est condamnée à revendiquer un régime exceptionnel pour la mer Egée, en raison de son caractère quasi fermé. Par contre, la revendication grecque concernant la militarisation des îles du Dodécanèse contredit le Traité de 1947 attribuant ces îles ex-italiennes à la Grèce qui impose leur démilitarisation. A noter que cette attribution n'avait, à l'époque, soulevé aucun drame entre la Grèce et la Turquie et que ces îles n'ont pas connu comme Chypre des affrontements inter-communautaires.

2 Jusqu'à laisser passer des porte-avions soviétiques dans les Détroits.

3 La Turquie fait partie du Conseil de l'Europe.

4 Initialement, Mustafa Kemal (qu'on appelait "Gazi" et non "Ataturk") combattait en principe pour libérer les terres musulmanes et l'objectif défini aux congrès d'Erzurum puis de Sivas était de construire un Etat où "le Turc et le Kurde vivraient comme des frères, sur un pied d'égalité".

